

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 17/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2025.10.316.SG
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2025 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 13 octobre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de ST Marcel.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération Interne	AP Complémentaire du 14/04/2021, article 13	Sans objet
2	Déclenchement du PPI	Autre du 05/04/2022, article Fiche D1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site STEINER situé à St Marcel est classé SEVESO Seuil Haut et dispose d'un Plan d'Opération Interne et d'un Plan Particulier d'Intervention.

Le **plan particulier d'intervention(PPI)** constitue une disposition spécifique du dispositif ORSEC. Il permet de gérer les moyens de secours en cas d'accident dans une installation classée dont les conséquences dépassent l'enceinte de l'installation. Il assure la sauvegarde des populations, des biens et la protection de l'environnement lorsque l'accident entraîne ou est susceptible d'entraîner des dangers débordant les limites de l'établissement (installations nucléaires, établissements « SEVESO », stockages souterrains de gaz).

Dans le cadre de l'exercice PPI du 13 octobre 2025, et de la semaine de la résilience, la préfecture de l'Eure a déclenché le système FR Alert, dispositif d'alerte et d'information aux populations. Le site STEINER a déclenché la sirène PPI du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/04/2021, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI
Prescription contrôlée : L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que le dernier exercice POI a été effectué le 29 avril 2025 avec l'appui du CNPP. Il transmet après la visite le compte rendu de l'exercice, qui fait état de points forts et d'axes d'amélioration.</p> <p>L'inspection rappelle qu'elle doit être informée des dates d'exercice en amont. Par ailleurs, il semble que la DREAL n'ait pas été alertée du déclenchement POI (fictif): l'exploitant vérifiera que l'astreinte DREAL est bien appelée dans le circuit d'alerte.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection rappelle que le POI des sites Seveso Seuil Haut doit comporter, depuis le 30 juin 2025, les évolutions réglementaires présentés dans l'avis du 1er décembre 2022 relatif à la réalisation des premières prélèvements environnementaux en situation accidentelle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclenchement du PPI

Référence réglementaire : Autre du 05/04/2022, article Fiche D1
Thème(s) : Risques accidentels, PPI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le PPI est déclenché en cas d'événement dont les effets sont susceptibles de s'étendre à l'extérieur du site et de mettre en danger les populations avoisinantes, les biens et l'environnement.</p> <p>Le préfet ou son représentant, endosse le rôle de Directeur des Opérations (DO) à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement.</p> <p>Le DO demande à l'exploitant de déclencher la sirène PPI et selon l'évaluation remontée de la situation, il prendra toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer la protection des populations, des biens et de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier PPI (2022) indiquait dans sa fiche D3 " L'exploitant ne dispose pas de sirène PPI pour le moment mais il est en mesure de faire sonner sa sirène POI. Une sirène PPI va prochainement être installée par celui-ci."</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite de la mise en place d'un pupitre permettant le déclenchement de sirènes POI (indiqué Incendie) et PPI.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs transmis après la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la facture de paramétrage, programmation et mise en service du système d'alarme datée du 20 décembre 2024; - l'attestation du 14 octobre 2025 précisant la conformité de la programmation à l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte.

L'exploitant indique que le pupitre de commande est alimenté électriquement sur un réseau distinct de l'usine, mais n'est pas secourue électriquement. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour garantir le fonctionnement permanent des sirènes.
La sirène PPI a été déclenchée à 11h.

Type de suites proposées : Sans suite